

2017-238 DC

Conseil Communautaire
du 28 Septembre 2017



Le Président

CICC
ANNEXE 1
DSGC – SAUMUR VAL DE LOIRE

Période de programmation 2014-2020

Description des systèmes de gestion et de contrôle - Autorité de gestion et Organismes intermédiaires ITI non gestionnaires de subvention globale
Art 72 du règlement (UE) N°1303/2013 du 17 décembre 2013

Colonne 1 Libellé	Colonne 2 Commentaires	Colonne 3 Contenu par item (A remplir par AG et AC)	Appréciation par l'AG avant le conventionnement
1. Généralités			
1.1. 1. Titre et n° d'identification du programme opérationnel concerné	Titre et n° d'identification du PO concerné ou des PO concernés si ensemble de programmes présentant un dispositif de contrôle et de gestion commun	Le Programme opérationnel régional Fonds européen de développement régional et Fonds social européen au titre de l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » concerne la Région Pays de la Loire. N° d'identification : 2014FR16M2OP008	
1.1.2. Montant cofinancement européen du programme FEDER : FSE : FEAMP : AUTRE :	CTE : Certains PO peuvent intégrer du financement CE hors fonds ESI	Les montants de cofinancement européen en Pays de la Loire sont les suivants : FEDER : 302,7 millions d'Euros FSE : 76,7 millions d'Euros	
1.2. Date à laquelle correspond l'information donnée par le présent document		14/06/2017	
1.3. Identification d'un correspondant service/personne(s) en charge de la procédure de désignation	Préciser coordonnées utiles (tél, messagerie)	CICC 5 place des Vins de France, 75573 Paris Cedex 12 01 53 44 23 07 cicc@finances.gouv.fr Personne contact : Claire GSEGNER	
1.4. Autorité de gestion	Nom, adresse et point de contact Pour les PO CT, indiquer séparément : - les coordonnées du STC - les points de contact du PO (si pertinent)	Conseil régional des Pays de la Loire Direction des politiques européennes et de la contractualisation - Hôtel de région 1 rue de la Loire, 44966 Nantes Cedex 9 02 28 20 54 68 Personne contact : Stéphane LABONNE, directeur stephane.labonne@paysdelaloire.fr	
1.5. Autorité de certification (le cas échéant, préciser si la fonction est internalisée)	Nom, adresse et point de contact	Direction Régionale des Finances Publiques de la région des Pays de la Loire (DRFIP) 4, quai de Versailles - BP 93503 - 44035 Nantes cedex 1 02 28 24 19 63 drfip44@dgfip.finances.gouv.fr Personne contact : Maina MORIZON, responsable de l'unité régionale de certification des fonds européens, maina.morizon@dgfip.finances.gouv.fr	

Colonne 1 Libellé	Colonne 2 Commentaires	Colonne 3 Contenu par item (A remplir par AG et AC)	Appréciation par l'AG avant le conventionnement
1.6. Organismes intermédiaires	<p>Lister Ol désignés ; préciser nom(s), adresse(s) et point(s) de contact</p>	<p>Pour le FEDER, neuf organismes intermédiaires sont désignés dans le cadre des investissements territoriaux intégrés (ITI) urbains. Ces organismes intermédiaires sont des collectivités territoriales.</p> <p>Nantes Métropole</p> <p>La CARENE</p> <p>Angers Loire Métropole</p> <p>Le Mans Métropole</p> <p>Saumur Val de Loire</p> <p><u>Personnes contacts :</u> Monsieur Jean Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'agglomération de Saumur Loire Développement Madame Emmanuelle TUDOUX, Directrice des Moyens Généraux de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Madame RIVIERE Laurence, service Politiques Contractuelles de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire</p> <p>Cap Atlantique</p> <p>Laval Agglo</p> <p>La Roche sur Yon Agglo</p> <p>La Communauté d'agglomération du choletais</p>	Voir organigramme de Saumur Val de Loire

Autorité de gestion ; principales fonctions 2.0.1 Statut, nature, rattachement (le cas échéant)		L'AG est la Région des Pays de la Loire. La Région est une collectivité territoriale.	
2.0.2. Principales fonctions assurées directement	Le cas échéant, si l'AG assure directement la fonction d'autorité de certification, le préciser. Indiquer comment le principe de séparation des fonctions sera assuré.	<p>Pour la période 2014-2020, la Région des Pays de la Loire assure l'AG du programme régional FEDER/FSE « Investissement pour la croissance et l'emploi ». A ce titre, elle exerce les fonctions définies à l'article 125 du règlement CE 1303/2013 et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la préparation des travaux du Comité de suivi ; - l'élaboration et la présentation à la Commission européenne des rapports annuels et finals de mise en œuvre, après approbation du Comité de suivi ; - la mise en place des procédures afin que tous les documents relatifs aux dépenses et aux audits requis pour garantir une piste d'audit adéquate soient conservés ; - l'élaboration et l'application des procédures et des critères de sélection des projets appropriés, transparents et non discriminatoires, afin de garantir que les opérations soutenues contribuent à la réalisation des objectifs et résultats spécifiques des axes prioritaires du programme concerné ; - le respect du droit applicable à l'opération ; - l'établissement d'un système d'enregistrement et de stockage sous forme informatisée des données relatives à chaque opération, nécessaires au suivi, à l'évaluation, à la gestion financière, aux vérifications et aux audits, y compris, le cas échéant, les données sur les différents participants aux opérations ; - l'élaboration et de la mise en œuvre d'une stratégie de communication relevant des programmes dont elle a la charge ; - la responsabilité des visites et contrôles sur place. La fréquence et la portée de ces vérifications sur place doivent être proportionnées au montant de l'aide publique ainsi qu'au degré de risque identifié, à la fois par de telles vérifications et par les audits de l'autorité d'audit sur l'ensemble du système de gestion et de contrôle. Les vérifications sur place peuvent l'être par échantillonnage ; - la mise en place de mesures antifraude efficaces et proportionnées, tenant compte des risques identifiés ; - la mesure de l'efficacité par la définition, le suivi et l'évaluation des indicateurs de résultats, de réalisation et financiers, intermédiaires et finaux, ainsi que par les évaluations d'impact. - l'établissement de la déclaration annuelle de gestion et un résumé annuel. <p>Au sein des services de la Région, ces missions seront assurées par la Direction des politiques européennes et de la contractualisation.</p> <p>Lorsque la Région est également bénéficiaire d'une aide FEDER ou FSE la séparation des fonctions est assurée de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les fonctions de sélection, de gestion jusqu'au paiement des opérations sont assurées par la Direction des politiques européennes et de la contractualisation, fonctionnellement séparée des autres directions, porteuses des projets - dans le cas de l'assistance technique la séparation des fonctions est assurée entre services au sein de la Direction des politiques européennes et de la contractualisation. <p>Fonctions déléguées à des organismes intermédiaires non bénéficiaires d'une subvention globale (article 123.6 du règlement interfonds) :</p> <p>FEDER - Pour les ITI urbains, les chefs de file des ITI seront chargés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de sélectionner les opérations au stade de l'élaboration de leur stratégie et de leur plan d'actions et 	Annexe : conventions avec les ITI (9)
2.0.3. Fonctions déléguées par l'AG	Cf. article 123(6) et (7) du règlement (UE) n° 1303/2013. Identification des		

	<p>fonctions confiées ou susceptibles de l'être à des organismes intermédiaires et, le cas échéant, d'autres prestataires Les procédures concernant cette délégation sont décrites ci-dessous (2.2).</p>	<ul style="list-style-type: none">• lors des modifications ultérieures• d'accompagner les maîtres d'ouvrage dans l'élaboration et le suivi de leurs dossiers• du suivi de la bonne consommation des crédits européens et des indicateurs.	
--	--	---	--

2.1. Organisation et procédures de l'organisme intermédiaire			
2.1.1. Organigramme, description des fonctions de chacune des unités (avec les effectifs)	<p><i>Bien identifier pour chaque OI chacun des services instructeurs, ses missions et les moyens humains en place ou prévus (préciser ETP en place et /ou fourchettes prévues). Préciser l'acquis de compétence des personnels, actions de formation envisagées.</i></p>	<p>Le Service politiques contractuelles assure la gestion administrative, et, à ce titre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le suivi de la procédure de sélection, - le suivi et l'animation de la procédure d'exécution du plan d'actions - l'accompagnement des maîtres d'ouvrage pour assurer la complétude des dossiers - le suivi des actions de communication - le suivi de la maquette financière de l'ITI, <p>la bonne consommation des crédits. Ce service est rattaché à la Direction des Moyens Généraux. 1 agent est dédié au suivi de l'ITI ce qui représente 0.4 ETP.</p> <p>Il assure les relations institutionnelles avec l'autorité de gestion.</p> <p>Le Bureau communautaire comprenant le Président et 15 vice-Présidents et 7 conseillers délégués sélectionnera les opérations éligibles.</p> <p>Lorsque Saumur Val de Loire est porteur de projet, les demandes de subvention FEDER sont assurées par les vice-présidents et par les services opérationnels. Le dépôt des dossiers, les demandes de paiement et les réponses aux demandes de pièces émises par l'Autorité de gestion sont assurés par le service Politiques Contractuelles pour le compte des services opérationnels afin de fluidifier les échanges et de ne pas multiplier les points d'entrée pour l'autorité de gestion.</p> <p>Lorsque Saumur Val de Loire n'est pas porteur de projet, les demandes de subvention FEDER sont assurées par le maître d'ouvrage. Le dépôt des dossiers, les demandes de paiement et les réponses aux demandes de pièces émises par l'Autorité de gestion sont assurées par le service Politiques Contractuelles, pour le compte du maître d'ouvrage afin de fluidifier les échanges et de ne pas multiplier les points d'entrée pour l'autorité de gestion.</p> <p>Le pilotage global du plan d'actions ITI relève du service Politiques Contractuelles. Il assure les échanges avec l'Autorité de gestion sur le suivi de la maquette ITI et les sujets liés aux missions de l'Organisme Intermédiaire.</p> <p>L'organisme intermédiaire recevra une copie de chaque convention d'attribution de subvention signée afin de jouer son rôle de suivi des opérations inscrites dans le plan d'actions.</p>	<p>Complet pas d'observation ;</p> <p>organigramme de l'OI reçu</p> <p>La Région s'assurera que les moyens humains dédiés seront suffisants tout au long de la mise en œuvre de l'ITI.</p>
2.1.2. Missions confiées par l'AG aux organismes intermédiaires	<p><i>Nécessité pour les agglos de démontrer l'application d'une procédure de sélection non discriminatoire et transparente au moment de l'appel à candidatures et de l'élaboration du plan</i></p>	<p>L'autorité de gestion confie aux agglomérations, organismes intermédiaires sans subvention globale les missions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la sélection des opérations (obligation européenne), - l'accompagnement des maîtres d'ouvrages en lien avec l'autorité de gestion pour l'élaboration des dossiers de demandes, - le suivi de la bonne consommation des crédits européens. <p>Pour établir sa candidature, l'ancienne communauté d'agglomération Saumur Loire Développement avait monté et animé des groupes de travail sur les thèmes visés par le PO régional afin de cibler les priorités de</p>	<p>Délibération du bureau communautaire du 18 juin 2015</p>

	<i>d'actions et lors des modifications ultérieures du plan d'actions</i>	<p>l'agglomération et d'identifier les projets à financer en mobilisant les services et les élus à de nombreuses reprises entre septembre 2014 et novembre 2014. Le Conseil de développement a été associé à cette démarche. Cette candidature s'articule avec celle portée par le Grand Saumurois au titre de la démarche LEADER.</p> <p>La validation de la sélection et la signature de la convention et de ses avenants donneront lieu à délibérations par Saumur Val de Loire à partir du 1^{er} janvier 2017 (Bureau communautaire, Conseil Communautaire).</p>	
2.1.3. Procédures de sélection des opérations par les OI	<p><i>Cf. Article 125(3) du Règlement (UE) N° 1303/2013.</i></p> <p><i>Le même descriptif de procédures devra être fourni pour les OI et autres prestataires concernés.</i></p> <p><i>Dans ce cas, les procédures de supervision des OI par l'AG devront être précisées (ex : plan de contrôle, dispositifs de reporting OI vers AG...).</i></p>	<p>Le Bureau communautaire de Saumur Val de Loire sélectionne les opérations à programmer au FEDER. Il délibère au moyen des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les impacts du projet en termes d'économie, d'emplois, de qualité de vie, de développement durable ; - le stade d'avancement ; - les possibilités de financement. <p>Les OI peuvent demander à modifier leur plan d'action chaque année selon les modalités prévues dans le cadre de la convention initiale (courrier officiel + délibération). L'AG examine l'éligibilité des projets présentés à cette occasion et établit en lien avec l'OI l'avenant et le plan d'actions ajusté.</p> <p>Reporting :</p> <p>Sur la base de la convention initiale, l'autorité de gestion a mis en place un tableau de bord partagé visant à suivre l'avancement des ITI sur toutes les phases de sa mise en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sélection d'opérations complémentaire, - Dépôt des dossiers - Programmation - Réalisation / demande de paiement/ performance. <p>Ce document est renseigné régulièrement par l'autorité de gestion et l'organisme intermédiaire dans le cadre du dialogue de gestion pour assurer un suivi précis de l'enveloppe financière confiée à l'OI et une vision consolidée de l'approche territoriale urbaine du PO FEDER.</p> <p>Le détail de la supervision est présenté ci-dessous en point 2.1.5.</p> <p>Traitement des opérations non retenues :</p> <p>Pour les projets non retenus dans le cadre du 1^{er} plan d'actions, les communes demandeuses de l'Agglomération ont été informées par la délibération de l'instance qui a validé la convention. Pour les autres porteurs de projets, ils ont été informés par courrier motivé.</p> <p>Pour les dossiers déposés au fil de l'eau et non retenus par l'OI, les communes demandeuses de l'Agglomération sont informées par la délibération de l'instance qui a validé la convention. Pour les autres porteurs de projets, l'instance en charge de la sélection des opérations répond par courrier sur la base de ses critères de sélection et des critères du DOMO.</p> <p>Les lettres de refus sont transmises au fil de l'eau ou à l'occasion du dialogue de gestion à l'Autorité de gestion</p>	<p>L'OI peut s'appuyer sur les services de la Région pour obtenir des précisions sur l'éligibilité d'un projet au DOMO FEDER.</p> <p>Le partage d'information entre l'OI et l'AG, se basera sur un tableau de bord précis sur la sélection des projets, le dépôt des dossiers, leur programmation et leur réalisation</p>
2.1.4. Procédure de programmation et de gestion d'un dossier		<p>Une fois les opérations sélectionnées par Saumur Val de Loire à l'occasion de la candidature ou au cours de la mise en œuvre de l'ITI, l'OI dépose le dossier auprès de la Région – Direction des politiques européennes et de la contractualisation- service FEDER pour le compte du maître d'ouvrage.</p>	<p>Voir le guide des procédures le schéma de programmation des dossiers FEDER relevant</p>

		<p>Le dossier est instruit selon la réglementation en vigueur.</p> <p>Une fois le rapport d'instruction finalisé, le dossier est proposé à la décision du Président du Conseil Régional pour programmation. Une information sur la programmation des dossiers relevant de l'approche territoriale ITI est réalisée à l'occasion du Comité régional d'animation ITI.</p> <p>Le traitement d'un dossier ITI dans sa partie conventionnement, justification, certification, solde, archivage et contrôle relève du dispositif de droit commun mis en place en Pays de la Loire pour la programmation 2014-2020.</p>	de l'approche territoriale ITI.
2.1.5. Reporting de l'OI à l'AG		<p>Saumur Val de Loire informe à minima une fois par an et à la demande de l'autorité de gestion de l'avancement général de son ITI :</p> <ul style="list-style-type: none"> - procède éventuellement à la révision du plan d'actions initial, - sélectionne de nouvelles opérations, - transmet le plan d'actions révisé à l'autorité de gestion qui s'assure de l'éligibilité des opérations sélectionnées, - en cas de révision du plan d'actions, signature d'un avenant à la convention pour acter les modifications et attribution des crédits disponibles de la sélection de nouvelles opérations intégrant son plan d'actions, d'éventuelles difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de cet ITI. <p>Les informations transmises par l'OI pourront être valorisées dans le cadre des rapports annuels et final de mise en œuvre adressé à la Commission européenne.</p> <p>L'organisme intermédiaire renseigne et complète le tableau de bord de son ITI de façon régulière sur demande de l'autorité de gestion.</p>	
2.1.6. Supervision de l'AG et des autres autorités intervenants dans la mise en œuvre du programme (AA, AC, CE, CCE)		<p>L'autorité de gestion supervise les OI dans la mise en œuvre des missions confiées.</p> <p>Cela se traduit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - par la vérification de la gouvernance envisagée et du respect des modalités de sélection retenues par chaque OI pour la sélection des opérations ; - par les réunions du Comité Régional d'Animation ITI, où un point d'avancement général de l'approche territoriale est réalisé en présence des organismes intermédiaires ; - par un dialogue de gestion avec chaque ITI et des échanges réguliers sur l'avancement de l'ITI et l'éligibilité préalable des opérations au PO et au DOMO FEDER ; - par des échanges d'information sur la base de tableaux de bord sur l'avancement et la mise en œuvre de l'ITI (dépôt des dossiers, programmation, réalisation et demande de paiement et de solde) ; - par l'identification des dossiers ITI comme critère dans tous les échantillonnages de visites sur place, Arachne, ... <p>Ainsi, l'autorité de gestion mais aussi les autres autorités notamment les instances nationales et européennes de contrôle superviseront les OI avant le conventionnement en tant qu'organisme intermédiaire et tout au long du programme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - contrôle sur les modalités de sélection des opérations : le processus de sélection doit être transparent, tracé et documenté ; - contrôle dans le cadre de l'évaluation des risques à mettre en place obligatoirement par l'autorité de gestion. L'évaluation des risques devra inclure l'étape « sélection des opérations » menée par les ITI. 	

Avenant 2017 FEDER/n° 1
modifiant la convention n°2015/ FEDER / du 7 septembre 2015 passée avec la
Communauté d'agglomération Saumur Loire Développement devenue
Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire

Cadre règlementaire : FEDER
Programme opérationnel régional FEDER-FSE Pays de la Loire 2014-2020

ENTRE

La Région des Pays de la Loire, dénommée ci-après « autorité de gestion » du programme opérationnel régional FEDER-FSE 2014-2020, représentée par Monsieur Bruno RETAILLEAU, son président

d'une part,

ET

La Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire dénommée ci-après « organisme intermédiaire », représentée par Monsieur Jean Michel MARCHAND, son président

d'autre part,

- Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013, portant dispositions communes au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
- Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » ;
- Vu l'accord de partenariat pour la France validé par la Commission européenne le 8 août 2014 ;
- Vu la décision d'exécution n° CCI 2014FR16M2OP008 du 16 décembre 2014 de la Commission européenne relative au programme opérationnel régional FEDER/FSE au titre de l'objectif « investissement pour la croissance et l'emploi » dans la région des Pays de la Loire ;
- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le décret n°2014-1460 du 8 décembre 2014 modifiant le décret n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la CICC ;
- Vu le cahier des charges relatif aux investissements territoriaux intégrés adopté par la Commission Permanente du Conseil régional en date du 2 juin 2014 ;
- Vu la réponse à l'appel à stratégie adressée par la Communauté d'agglomération Saumur Loire Développement, organisme intermédiaire ci-après désigné en date du 28 novembre 2014 ;
- Vu la demande formelle adressée par la Communauté d'agglomération Saumur Loire Développement en date du 3 juin 2015 pour devenir organisme intermédiaire ;
- Vu la délibération de la Communauté d'agglomération Saumur Loire Développement en date du 6 juillet 2015 approuvant la convention type et autorisant son Président à la signer ;
- Vu la délibération de l'assemblée du Conseil régional des Pays de la Loire en date 6 juillet 2015 approuvant la convention type et autorisant le Président à la signer ;
- Vu le rapport de la Commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) sur la procédure de désignation de la région Pays de la Loire en tant qu'autorité de gestion en date du 15 juin 2016 demandant que soit précisé dans les Descriptifs de système de gestion et de contrôle les modalités de la séparation fonctionnelle et du traitement des rejets de dossiers par les organismes intermédiaires ;
- Vu la délibération du Conseil régional du 30 septembre 2016 relative au Rapport Approche territoriale des fonds européens: mise en œuvre des Investissements territoriaux intégrés (ITI) du PO FEDER/FSE 2014-2020
- Vu le Comité régional de suivi du 23 mars 2017 actant les mesures engagées par la Région pour relancer la consommation des crédits FEDER disponibles et notamment la piste d'une demande de révision formelle du Programme Opérationnel visant à la mise en œuvre de la fongibilité iTi dans chaque organisme intermédiaire (agglomérations) au sein des axes 4 ; 5 et 6 sur la base du retour des différents organismes intermédiaires.

- Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire, de la Communauté de communes Loire Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué en Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier, et dissolution du Syndicat Mixte du Grand Saumurois, et création de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire ;
- Vu la délibération de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire en date du 28 septembre 2017 approuvant l'avenant type 2017 et autorisant son Président à le signer ;
- Vu la délibération de l'assemblée du Conseil régional des Pays de la Loire en date du 17 novembre 2017 approuvant l'avenant type 2017 et autorisant le Président à la signer ;

Il est convenu ce qui suit :

)) Article 1 – Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de modifier la convention relative à la désignation d'un organisme intermédiaire sans subvention globale pour la mise en œuvre d'un investissement territorial intégré FEDER en Pays de la Loire en date du 7 septembre 2015 conclue entre la Région des Pays de la Loire et la Communauté d'agglomération Saumur Loire Développement en :

- intégrant le descriptif de système de gestion et de contrôle de l'organisme intermédiaire actualisé ;
- ajoutant en annexe le plan d'actions révisé.

)) Article 2 – Atteinte des objectifs de dégagement d'office et réserve de performance pour les investissements territoriaux intégrés FEDER en Pays de la Loire

La programmation des opérations couvrant les années 2019 et suivantes est conditionnée à la disponibilité des crédits alloués à chaque ITI et conséquemment à la capacité du territoire concerné à atteindre les objectifs qui lui sont assignés en termes de dégagement d'office pour les exercices 2017 à 2023 et les objectifs-cible du cadre de performance.

)) Article 3 – Modification des annexes de la convention relative à la désignation d'un organisme intermédiaire sans subvention globale pour la mise en œuvre d'un investissement territorial intégré FEDER en Pays de la Loire

Les annexes à la convention relative à la désignation d'un organisme intermédiaire sans subvention globale pour la mise en œuvre d'un investissement territorial intégré FEDER en Pays de la Loire sont modifiées en correspondance avec les dispositions qui précèdent.

Le plan d'actions actualisé et le descriptif de système de gestion et de contrôle sont joints au présent avenant.

)) Article 3 – Entrée en vigueur

Le présent avenant prend effet à la date de la signature par l'ensemble des parties.

)) Article 4 – Autres dispositions

Les dispositions de l'acte attributif de subvention initial, non contraires aux présentes, demeurent inchangées.

Le présent avenant est établi sur 4 pages dont les parties ont pris dûment connaissance.

Fait à _____, le _____

Pour le Président du Conseil régional
Et par délégation
Le Directeur général des Services

Pour la Communauté d'agglomération Saumur val
de Loire,
Le Président,

Xavier DAUDIN-CLAVAUD

Jean-Michel MARCHAND



Le Président

Plan d'actions de SAUMUR LOIRE DEVELOPPEMENT (49)

PLAN D' ACTIONS N° 1

Axes	OT	Priorités d'investissement	Objectifs spécifiques	Types d'actions du DOMO	Enveloppe FEDER théorique	Opération sélectionnée	Maître d'ouvrage	Calendrier de réalisation	date prévisionnelle de dépôt du dossier	Coût total	Taux d'intervention moyen du FEDER	FEDER notifié
4	4	PI 4 a - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	OS 1 : Accroître la production d'énergie issue de sources renouvelables	412- Projets de réseaux de chaleur alimentés par des sources d'énergie renouvelables	196 677,06	Création d'une chaufferie urbaine biomasse	Ville de Saumur	2017-2019	2 019	983 385,36	20%	196 677,06
		PI 4 c - Soutenir l'efficacité énergétique, la gestion intelligente de l'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans les infrastructures publiques, y compris dans les bâtiments publics, et dans le secteur du logement	OS 1 : Améliorer la performance énergétique des logements et des bâtiments publics	423- Rénovation énergétique du patrimoine communal ou intercommunal	310 749,75	Bâtiment au 56 route de Rouen à Saumur	CA SLD	2015-2018	2 016	1 242 999,00	25%	310 749,75
				424- Actions innovantes d'accompagnement des usagers		Rénovation énergétique du groupe scolaire public la Vétusienne	Commune de Vivy	2015-2018	2 016			
		PI 4 e - Favoriser des stratégies de développement à faibles émissions de CO2 pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et de mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer	OS 2 : Réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les agglomérations	441- Appui à l'élaboration et à la déclinaison opérationnelle des plans climat territoriaux	118 006,23	Etude déplacement comportant un volet optimisation du réseau de transport et un volet élaboration du schéma directeur cyclable avec achat véloséminaires vélos	CA SLD	2015-2017	2 015	100 000,00	30%	30 000,00
				451- Investissements en site propre pour le développement des modes de déplacement doux		Aménagement en site propre de voies vélos sur le territoire de la ville de Saumur	Ville de Saumur	2015-2020	2 018			
Total axe 4					704 163,66					2 641 067,56	23%	616 097,63
5	5	PI 5 a - Soutenir les investissements en faveur de l'adaptation aux changements climatiques, y compris les approches fondées sur les écosystèmes	OS 1 : Réduire la vulnérabilité des populations et des entreprises face aux inondations et submersions marines	511- Outils de réflexion préalable et aide à la décision	90 274,77					100 000,00	20%	20 000,00
				512- Actions de gestion douce et de réduction de la vulnérabilité		Actions de prévention et de développement de la culture du risque et plan de continuité des services	CA SLD	2 016	2 016			
	Sous total OT 5					90 274,77				100 000,00	20%	20 000,00
	6	PI 6 d - Protéger et restaurer la biodiversité et les sols, favoriser les services liés aux écosystèmes, y compris Natura 2000 et des infrastructures vertes	OS 1 : Renforcer les fonctionnalités des espaces protégés par une gestion adaptée	521- Elaboration et déclinaison opérationnelle pour la mise en œuvre des trames vertes et bleues	352 051,53	Maintien d'une biodiversité remarquable au sein d'une zone industrielle et logistique (ZAE de Méron)	CA SLD	2015-2020	2 017	1 166 666,67	30%	350 000,00
						Restaurer la continuité écologique de la rivière Thouet (CTMA)	CA SLD	2017-2021	2 017			
						Mise en œuvre des contrats N2000	multiples et de statuts divers	2015-2020	2 016			
PI 6 e - Agir en vue d'améliorer l'environnement urbain, de revitaliser les villes, de réhabiliter et de décontaminer des friches industrielles (y compris les zones en reconversion), de réduire la pollution atmosphérique et de favoriser des mesures de réduction du bruit	OS 1 : Redonner une vocation aux sites pollués de la région	531- Dépollution, réhabilitation, démolition et aménagement de friches notamment à vocation industrielle	184 876,43					0,00		0,00		
Sous total OT 6					536 928,31					1 166 666,67	30%	350 000,00
Total axe 5					627 263,13					1 264 666,67	29%	370 000,00
Total axes 4 et 5					1 331 306,96					3 907 734,23	25%	986 097,63
6	9	PI 9 b - Fournir un soutien à la revitalisation physique, économique et sociale des communautés défavorisées en zones urbaines et rurales	OS 1 : Réduire les inégalités de revenus au sein des territoires urbains	Revitalisation économique / économie de proximité Revitalisation physique par les aménagements publics Revitalisation sociale	2 230 817,63	Revitalisation économique et sociale de l'immeuble communautaire 56 route de Rouen à Saumur - Agir Pour	CA SLD	2015-2018	2 016	9 339 450,00	24%	2 230 817,63
						Restructuration du foyer rural d'Allonnes - Agir Pour	Commune d'Allonnes	2015-2020	2 016			
						Résidence le Bois Clairay à Allonnes (EHPAD) - Agir Pour	CIAS Canton Allonnes	2015-2018	2 015			
						Local d'accueil des professionnels de santé à Brain sur Allonnes - Agir Pour	Commune de Brain sur Allonnes	2015-2020	2 015			
						Création d'un pôle santé à Montreuil Bellay - Agir Pour	Commune de Montreuil Bellay	2014-2020	2 016			
						Construction d'un terrain multi-sports City-stade à Vauldenay - Agir Pour	Commune de Vauldenay	2015-2018	2 015			
						Regroupement du centre social Jacques Perceveau à Saumur - Agir Pour	Ville de Saumur	2014-2018	2 017			
						Complexe sportif Jean Chacun (Saumur Pol ville)	Ville de Saumur	2015-2017	2 015			
						Création d'un espace de solidarité jeunesse intercommunal (Vivry-Neuville) à partir d'une habitation existante - politique de la ville	Commune de Neuville	2 015	2 015			
						Création d'un pôle santé à Saumur - Politique de la ville	Ville de Saumur	2014-2018	2 017			
						Maison de la Citoyenneté et de l'accès au droit Centre social Saumur Nord - politique de la ville	Ville de Saumur	2016-2017	2 017			
Total axe 6					2 230 817,63					9 339 450,00	24%	2 230 817,63
Total ITI					3 562 124,62					13 247 184,25	24%	3 216 915,26

Date de réception en préfecture : 29/06/2015
Date de télétransmission : 29/06/2015
CC
049-244900361-20150625-20150625-084DCann2-
Accusé de réception en préfecture

Opérations supprimées : abandon du projet ou projet disposant déjà des financements nécessaires

Plan d'actions d'un OI 2014-2020 PAYS DE LA LOIRE

					PLAN D' ACTIONS N°2									Remarques/Précisions
Axes	OT	Priorités d'investissement	Objectifs spécifiques	Types d'actions du DOMO	Enveloppe FEDER disponible	Opération sélectionnée	Maître d'ouvrage	Calendrier de réalisation	date prévisionnelle de dépôt du dossier	Coût total	taux d'intervention moyen du FEDER	FEDER notifié	FEDER restant à notifier	
4	4	PI 4.a - Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables	OS 1 : Accroître la production d'énergie issue de sources renouvelables	412- Projets de réseaux de chaleur alimentés par des sources d'énergie renouvelables	196 677,06 €	Réseau de chaleur	Ville de Saumur	2017-2019	2 019	983 385,30 €	20%	196 677,06 €		Changement de nom de l'opération car seul le réseau de chaleur est éligible
		PI 4.c - Soutenir l'efficacité énergétique, la gestion intelligente de l'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans les infrastructures publiques, y compris dans les bâtiments publics, et dans le secteur du logement	OS 1 : Améliorer la performance énergétique des logements et des bâtiments publics	423- Rénovation énergétique du patrimoine communal ou intercommunal	310 749,75 €	Rénovation énergétique du groupe scolaire public la Vétusienne	Commune de Vivy	2015-2018	2 016	776 465,64 €	30%	232 939,69 €		Augmentation du coût éligible et du taux d'intervention par rapport au plan d'action initial
		PI 4.e - Favoriser des stratégies de développement à faibles émissions de CO2 pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et de mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer	OS 2 : Réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les agglomérations	441- Appui à l'élaboration et à la déclinaison opérationnelle des plans climat territoriaux	118 006,23 €	Elaboration et Déclinaison opérationnelle du PCAET	CA SVL	2017-2020	2 018	220 000,00 €	40%	88 000,00 €		Opération inscrite dans le projet d'avenant suite décision de bureau de Mars 2016. Celle-ci est peut être amenée à évoluer dans le cadre de la réflexion sur la démarche Cit'ergie
			OS 3 : Accroître l'utilisation des modes de déplacements doux	451- Investissements en site propre pour le développement des modes de déplacement doux	78 670,82 €	Aménagement en site propre de voies vélos sur le territoire de la ville de Saumur	Ville de Saumur	2015-2020	2 019	600 000,00 €	25%	150 000,00 €		
Total axe 4					704 103,86 €					2 579 850,94 €		667 616,75 €	36 487,11 €	
5	5	PI 5.a - Soutenir les investissements en faveur de l'adaptation aux changements climatiques, y compris les approches fondées sur les écosystèmes	OS 1 : Réduire la vulnérabilité des populations et des entreprises face aux inondations et submersions marines	511- Outils de réflexion préalable et aide à la décision	90 274,77 €	Actions d'information, de sensibilisation et de communication sur la culture du risque.	CA SVL	2016-2018	2017/2018	100 000,00 €	40%	40 000,00 €		
				512- Actions de gestion douce et de réduction de la vulnérabilité										
	Sous total OT 5					90 274,77 €						40 000,00 €		
	6	PI 6.d - Protéger et restaurer la biodiversité et les sols, favoriser les services liés aux écosystèmes, y compris Natura 2000 et des infrastructures vertes	OS 1 : Renforcer les fonctionnalités des espaces protégés par une gestion adaptée	521- Elaboration et déclinaison opérationnelle pour la mise en œuvre des trames vertes et bleues	352 051,93 €	Maintien d'une biodiversité remarquable au sein d'une zone industrielle et logistique (ZAE de Méron)	CA SVL	2015-2020	2 018	490 000,00 €	20,41%	100 028,23 €		Sous réserve de confirmation de l'éligibilité par la Région
						Amélioration de la connaissance des milieux aquatiques (Inventaire des zones humide)	CA SVL	2015-2021	2 018	387 500,00 €	32,35%	125 350,85 €		
						Valorisation écologique, paysagère et économique des prairies inondables des bords de Loire	CA SVL	2017-2021	2 017	300 000,00 €	35,66%	106 975,85 €		
		PI 6.e - Agir en vue d'améliorer l'environnement urbain, de revitaliser les villes, de réhabiliter et de décontaminer des friches industrielles (y compris les zones en reconversion), de réduire la pollution atmosphérique et de favoriser des mesures de réduction du bruit	OS 1 : Redonner une vocation aux sites pollués de la région	531- Dépollution, réhabilitation, démolition et aménagement de friches notamment à vocation industrielle	184 876,43 €	Démolition et dépollution du site de la croix verte (futur site du pole mutualisé de formation)	CA SVL	2016-2017	2 017	167 000,00 €	31,81%	53 125,00 €		Opérations inscrites suite décision de bureau de mars 2016
						Démolition de la friche industrielle Caravanes Val de Loire	CA SVL	2016-2017	2 017	214 933,00 €	40%	85 973,20 €		
						Réhabilitation de la décharge de Champ de Liveau	CA SVL	2017-2019	2 017	500 000,00 €	23,15%	115 750,00 €		
	Sous total OT 6					536 928,36 €					2 059 433,00 €		587 203,13 €	
Total axe 5					627 203,13 €					2 059 433,00 €		627 203,13 €		
Total axes 4 et 5					1 331 306,99 €					4 639 283,94 €		1 294 819,89 €	36 487,11 €	
6	9	PI 9.b - Fournir un soutien à la revitalisation physique, économique et sociale des communautés défavorisées en zones urbaines et rurales	OS 1 : Réduire les inégalités de revenus au sein des territoires urbains	Revitalisation économique / économie de proximité Revitalisation physique par les aménagements publics Revitalisation sociale	2 230 817,63 €	Local d'accueil des professionnels de santé à Brain sur Allonnes - Agir Pour	Commune de Brain-sur-Allonnes	2015-2020	2 015	563 557,80 €	25,6%	144 000,00 €		
						Requalification du centre social Jacques Percereau à Saumur - Agir Pour	Ville de Saumur	2014-2018	2 018	829 050,96 €	37,59%	311 600,00 €		
						Extension, restructuration EHPAD Le Bois Clairay-Agir Pour	CIAS Canton Allonnes	2015-2019	2 015	1 000 000,00 €	38,29%	382 860,44 €		
						Requalification de l'école publique d'Epieds -Agir pour	Commune d'Epieds	2017-2019	2 017	760 000,00 €	20%	152 000,00 €		
						Restructuration Pole multi-activité Allonnais – Agir pour	Commune d'Allonnes	2015-2020	2 017	1 357 784,30 €	38,63%	524 457,20 €		Opération qui correspond à la restructuration du Foyer rural- changement intitulé
						Création d'une piste d'athlétisme synthétique – Agir pour	Commune de Montreuil Bellay	2017-2020	2 017	415 000,00 €	24,34%	101 000,00 €		
						Complexe sportif Jean Chacun (Saumur Pol ville)	Ville de Saumur	2015-2017	2 015	1 141 892,00 €	30,80%	351 700,00 €		
						Création d'un espace de solidarité jeunesse intercommunal (Vivy-Neuillé) à partir d'une habitation existante - politique de la ville	Commune de Neuillé	2 015,00	2 015	162 000,00 €	40%	64 800,00 €		
						Création d'un pôle santé à Saumur - Politique de la ville	Ville de Saumur	2015-2018	2 019	650 000,00 €	30,52%	198 400,00 €		
Total axe 6					2 230 817,63 €					6 879 285,06 €		2 230 817,63 €		
Total axe 4, 5 et 6					3 562 124,62 €					11 518 569,00 €		3 525 637,51 €	36 487,11 €	
Total ITI					3 562 124,62 €					11 518 569,00 €		3 562 124,62 €		